

2 Politique

Analyse du discours à la Nation du président de la République

Un gouvernement à l'image du Dialogue politique



Emmanuel Issoze Ngondet, devra bien manoeuvrer pour former une nouvelle équipe gouvernementale.



Une vue de la délégation de l'opposition au Dialogue politique : l'heure de la récompense ?



Certains responsables de la majorité au pouvoir lors des assises d'Angondjé : aucune inquiétude.

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Ali Bongo Ondimba, le président de la République, a ainsi instruit son Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, de mettre au travail la nouvelle équipe gouvernementale dite d'ouverture qui sera formée sous peu. La balle est désormais dans le camp du locataire du 2-Décembre.

«J'AI instruit le Premier ministre, chef du gouvernement, de mettre immédiatement au travail le gouvernement qui sera formé dans les tout prochains jours, conformément aux conclusions du Dialogue politique.». Ainsi a déclaré le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba dans son adresse à la Nation du 16 août dernier. Rendant imminente la formation d'un nou-

veau gouvernement avec à la manœuvre, Emmanuel Issoze Ngondet, qui depuis cette date, sinon avant, est dans de larges consultations en vue de répondre aux conclusions des travaux d'Angondjé. Finie donc la longue attente qui a suivi les conclusions du Dialogue politique.

Maintenant, comment pourrait se dessiner cette équipe gouvernementale aux relents de recomposition politique ?

Il y a une réalité. Il y a de forte chances qu'on assiste au débarquement de plusieurs ministres actuels. Lesquels devront être sacrifiés sur l'autel des Accords d'Angondjé. Il s'agira notamment de certains aux couleurs du parti au pouvoir, le Parti démocratique gabonais (PDG), et de ceux n'appartenant à aucun bord politique, estampillés société civile. Dire qu'ils se-

ront au moins la moitié à sortir, ne serait que peu exagéré par rapport à la connotation strictement politique du gouvernement forcément d'ouverture attendu.

Autre évidence, même s'il va falloir faire de la place, réalités politiques du moment obligent, le parti au pouvoir devra garder la main. Le Premier ministre, hiérarque dudit parti, et non moins président de la majorité parlementaire, va composer son gouvernement en ne s'éloignant pas de l'essentiel d'un principe qui veut que sa formation politique conserve les leviers du pouvoir, à travers tous les ministères régaliens : Défense nationale, Affaires étrangères, Justice, Intérieur et Finances publiques.

Sans être plus voraces, les nouveaux «alliés» ne devraient pas en être moins bien lotis. Il ne serait, par exemple, pas en-

visageable de voir l'ancien directeur de campagne de Jean Ping, René Ndemezo'Obiang (Démocratie nouvelle) ne pas faire une entrée en force. Même si le retour du natif de Bitam ne serait pas la chose la mieux partagée, il devra y envoyer certains de ses fidèles, avec l'espoir d'avoir un point de chute digne de son rang. En ce sens, les spéculations l'annoncent, à tort ou à raison, déjà au poste de vice-président de la République. Histoire de redonner au Woleu-Ntem une place dans la sphère institutionnelle nationale, après avoir perdu le poste de Premier ministre.

Dans la même lancée, le Parti social démocrate (PSD) aura l'occasion de confirmer son nouvel eancrage. Biendi Maganga Moussavou serait moins orphelin dans une équipe gouvernementale

qui verrait l'arrivée d'un autre membre du parti familial. Sauf si son leader, qui lorgne également du côté de la Vice-présidence, trouve un autre parachute. Même cas de figure avec le PDS de Me Séraphin Ndaot Rembogo. Il ne devrait pas avoir du mal à conserver la présidence du Conseil national de la Démocratie (CND) ainsi qu'une place au gouvernement.

De plus, Bruno Ben Moubamba, à coup sûr, devrait voir son importance considérablement diminuée, du fait de son activisme, au mépris de la solidarité gouvernementale. Une attitude, fort dommageable, lui ayant attiré quelques inimitiés et réprimandes. Non sans considérer qu'il ne sera plus le seul opposant «crédible» au sein du gouvernement.

Les démissionnaires de l'Union nationale (UN)

sont également dans les «starting-blocks». Notamment la «bande des vice-présidents» : Estelle Ondo, Mike Jocktane et Jean-Pierre Rougou. Enfin, les alliés traditionnels du pouvoir ne seront pas en reste. Le Centre des libéraux réformateurs, (CLR), l'Alliance démocratique et républicaine (Adère) et autres devront avoir leur part de ministres.

Comme beaucoup l'auront compris, ce n'est donc pas une tâche aisée qui attend Emmanuel Issoze Ngondet. Il est amené à faire avec toutes les sensibilités pour composer un gouvernement dont les défis sont nombreux (lireci-dessous). Parmi lesquels, la mise en route des résolutions du Dialogue politique et surtout sortir de la crise actuelle, en accélérant le rythme des réformes pour davantage de résultats.

Grand angle

Des réformes et des défis !

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

Autant la prochaine équipe gouvernementale devra s'atteler à mettre en place les mesures actées lors du Dialogue politique d'Angondjé, autant il faudra à ses membres faire avaler la pilule imposée par le Plan de relance économique aux différents partenaires sociaux dont les revendications ont été bruyamment exprimées ces derniers mois. Le chef de l'Etat, a fixé le cap dans son récent message à la Nation. Le Premier ministre et ses prochains collaborateurs n'ont plus d'autres choix que d'être à la hauteur.

DEPUIS la dernière adresse du président Ali Bongo Ondimba à la Nation, à l'occasion du 57^e anniversaire de l'indépendance de notre pays, les regards sont désormais tournés vers le Premier ministre dans la perspective d'un nouveau gouvernement. Lequel devra mettre en musique les Actes du Dialogue politique tenu en avril et mai 2017, au

stade d'Angondjé. Et comme l'a dit le chef de l'Etat, pour sortir de la crise multiforme que traverse le Gabon, il faut accélérer, "avec beaucoup de détermination, le rythme des réformes pour davantage de résultats".

Et le numéro un gabonais de poursuivre : "C'est pourquoi j'ai instruit le Premier ministre, chef du gouvernement, à mettre immédiatement au travail le gouvernement qui sera formé dans les tout prochains jours, conformément aux conclusions du Dialogue politique".

Il est donc clair que l'une des principales missions de la prochaine équipe gouvernementale sera de mettre en place les réformes issues des assises d'Angondjé. Tout comme, sur le volet économique, les mesures relatives au Plan de relance économique approuvé par le Parlement et pour lequel le Gabon a reçu l'appui des bailleurs de fonds dont le Fonds monétaire international (FMI). L'action du gouvernement attendu devrait donc tourner autour de ces deux grands axes. Par rapport aux Actes du Dia-

logue politique, il ne serait pas étonnant que priorité soit donnée aux réformes politiques. Surtout celles qui touchent à la gestion des processus électoraux dans notre pays. A ce titre, il faudra s'attaquer à la révision des textes électoraux ainsi que ceux qui portent organisation et fonctionnement des institutions impliquées dans ces processus telles que la Cour constitutionnelle, la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cénap), etc.

Ce choix sera d'autant plus judicieux qu'il faudra tout faire pour coller aux délais fixés par la haute juridiction quant à l'organisation des prochaines élections législatives. Laquelle échéance est désormais fixée en avril 2018 au plus tard.

Toujours s'agissant des Actes d'Angondjé, notamment ceux relevant de la phase citoyenne du Dialogue politique, le prochain gouvernement devra avant tout définir ceux qui sont compatibles avec les exigences du Plan de relance économique. Parce que, parmi certaines recommandations du conclave d'Angondjé,

plusieurs ne cadrent pas avec l'exigence de réduire le train de vie de l'Etat. Loin s'en faut. Voilà pourquoi, les membres du gouvernement devront soigner leur communication pour sensibiliser les nombreux participants à la phase citoyenne du Dialogue politique qui devront attendre, le contexte économique actuel ne se prêtant pas à leur mise en place

EFFORT COLLECTIF • D'où, estiment certains analystes politiques, le gouvernement n'aura pas la tâche facile dans la mise en place des mesures relatives au Plan de relance économique. C'est sans doute fort de cela que le numéro un gabonais a appelé à l'effort collectif, fustigeant un peu l'attitude des "intérêts catégoriels qui s'illustrent de façon négative dans notre administration". En effet, a dit le chef de l'Etat, "beaucoup trop de mouvements sociaux, intempestifs et pas souvent justifiés, mettent à mal les efforts de développement et de construction d'une économie qui résiste aux soubresauts de la mondialisation".

Pour Ali Bongo Ondimba, "nous devons modifier nos habitudes, taire nos égoïsmes et réduire le train de vie de l'Etat". Et d'ajouter : "Aucune administration ne devrait désormais être exonérée de l'effort collectif".

Manifestement, le ton est donné. Il reste maintenant au prochain gouvernement de trouver les voies et moyens, tout comme les arguments pertinents pour convaincre les uns et les autres de la nécessité d'un "effort collectif". Il y a quelques mois, à l'occasion de la remise du rapport général du Dialogue au chef de l'Etat, ce dernier avait conseillé au gouvernement de négocier une "Trêve sociale" avec les partenaires sociaux. La question est de savoir si dans le contexte socio-politique actuel une telle option peut être réalisable...

Dans tous les cas, il faudra au gouvernement de savoir comment faire avaler la pilule aux Gabonais, s'il veut vraiment ramener la sérénité dans le pays. Réussira-t-il à relever ce défi ? Les paris sont ouverts.